

Voix d'Afrique N°89

SOCIÉTÉ

POURQUOI QUITTENT-ILS LEUR PAYS ?



Quelles pensées hantent les têtes des refoulés ?

Depuis quelques mois, l'île de Lampedusa et les îles Canaries ne sont plus à la une des médias au sujet des migrants clandestins sub-sahariens. Est-ce l'effet positif des accords Italie-Libye ou les accords Europe-Mauritanie ? Peut-être. Mais le problème reste entier : d'où viennent ces Africains qui veulent rejoindre l'Europe ? Pourquoi sont-ils prêts à des mois d'errance dans le désert du Sahara, et à tout faire pour finalement se fracasser contre les remparts toujours plus fortifiés de l'Europe ? Même refoulés, ils sont prêts à repartir au risque même de leurs vies. Essayons de comprendre un peu ce qui pousse tous ces gens à quitter leurs pays.

L'immigration n'est pas un phénomène nouveau

Des mouvements migratoires ont toujours existé entre les pays sahéliens et le Maghreb en général ; mais il s'agissait surtout de Maliens, de Nigériens et de Tchadiens, qui s'y rendaient pour des travaux saisonniers, et parfois, pour s'y installer. Mais aujourd'hui, le but a changé : il s'agit d'aller plus loin... en Europe. Le système des visas pour accéder aux pays européens, la difficulté pour les obtenir, et la création de l'espace Schengen, ont contribué au développement de filières migratoires clandestines, surtout en Algérie et au Maroc. Elles sont désormais, pour les candidats à l'émigration, la seule possibilité de réaliser leur projet.

Certes, l'accès en France des ressortissants de l'Afrique Noire, relève des conventions de libre circulation des personnes, signées entre la France et la plupart des pays d'Afrique Noire, peu après les indépendances. Mais les choses ont changé, et « l'immigration choisie » est loin de répondre aux attentes de tous ceux qui veulent partir.



Attendre patiemment l'arrivée du passeur...

Le problème aujourd'hui

Dans ces dernières années, l'océan Atlantique est devenu le cimetière de milliers d'émigrants africains inconnus qui s'y noient en tentant de gagner les Canaries à partir de la Mauritanie. Pour environ mille euros chacun, gagnés dans l'économie souterraine à Nouakchott ou à Nouadhibou, les clandestins venus de divers pays d'Afrique noire se lancent dans la traversée, entassés à 40 ou 50 et parfois 70 sur des barques de pêche relativement robustes. Une panne de moteur ou une trop grosse vague seront souvent mortelles. Ils risquent tout pour ce voyage, et ils savent que leur futur ne sera pas aisé : Certains y laisseront leur vie, d'autres seront renvoyés chez eux et d'autres encore, qui atteindront leur destination, savent que leur existence n'y sera pas forcément plus facile. Mais les difficultés qu'ils rencontrent dans leur pays poussent des milliers de jeunes Africains à préférer l'exode, même clandestin.

Pourquoi veulent-ils quitter leur pays ?

Pourquoi un tel afflux d'immigrés vers l'Occident ? Pourquoi ces gens prennent-ils des risques frôlant le suicide ? Pourquoi ? Ils se retrouvent face à un choix difficile : « Avancer, c'est mourir ; reculer, c'est mourir. Alors, mieux vaut avancer et mourir ».

Pourquoi quittent-ils alors leurs pays ? Aucun homme ne quitte son pays pour le plaisir d'immigrer. « Mes oreilles résonnent encore d'un mot que prononçaient inlassablement les clandestins que j'ai côtoyés : le bonheur. Vouloir être heureux à tout prix, mettre sa vie en jeu et ne pas renoncer... Quelle que soit la difficulté. Quel que soit le temps qu'il faudra y consacrer. Un quitte ou double que nous n'osons plus regarder en face... » (Serge Daniel) « Nous sommes sortis de nos familles et de nos pays la rage au cœur avec l'envie de réussir... », affirme un jeune Camerounais. Pour lui, le chômage et la pauvreté constituent la principale cause de l'immigration, et le rêve et le mirage de l'eldorado occidental.



Combien arriveront au terme du voyage ?

*** L'économie**

Depuis la décolonisation, on voit l'accentuation du sous-développement. L'Afrique subsaharienne doit importer la majorité des produits industriels et de consommation, dont elle a besoin. Ceux-ci ont des coûts de plus en plus élevés, en raison de la forte dévaluation de la plupart des monnaies. Aussi la dette extérieure augmente dangereusement. De plus, les cultures vivrières qui doivent alimenter les populations sont sacrifiées au bénéfice de cultures d'exportation, au nom de

l'impératif du développement. Or, les pays du Sud n'ont aucune prise sur la fluctuation des cours de ces cultures qui sont fixés unilatéralement par les pays industriels occidentaux. Devant faire face à la faim, la population doit chercher un endroit où le manger ne fera pas partie de la préoccupation quotidienne. Une sorte de terre promise, pays du salut. Et cet endroit, c'est l'Occident.

* La politique

La seconde cause de migration est bien sûr l'injustice sociale et la grande précarité. Depuis la fin de la guerre froide, les aides se sont effondrées à des niveaux jamais connus. L'Afrique ne joue plus son rôle de partenaire, et elle doit traiter à leurs conditions, avec les grandes multinationales occidentales, et les institutions financières internationales. La lutte pour le pouvoir et l'accès aux richesses a ouvert des conflits intérieurs et extérieurs de plus en plus dévastateurs. Un Africain sur cinq vit une situation de guerre ; et la violence est en train de devenir le mode usuel des relations sociales entre cadets et aînés, riches et pauvres, ethnies et religions différentes.

* Et tous les autres maux dont souffre l'Afrique sub-saharienne

Le sida qui continue ses ravages (en 2007, 22,5 millions de sub-sahariens vivent avec le VIH) ; la faim (200 millions d'Africains ont faim, car l'Afrique demeure le continent le plus touché par la faim et la malnutrition) ; l'eau (malgré des réserves d'eau douce qui sont parmi les plus importantes du monde, 450 millions d'Africains souffrent toujours du manque d'eau courante et potable) ; le chômage (les emplois sont rares et les salaires trop faibles).

Contre eux, une politique de refus



Bien des voix se lèvent pour dénoncer la victoire des partis d'extrême droite dans beaucoup de pays d'Europe et le renforcement des lois sur l'immigration. La xénophobie augmente, les immigrés sont montrés du doigt... Mais peut-on honnêtement accuser les immigrés d'être la cause du chômage, de l'insécurité, de l'insalubrité ?

On ne peut nier que l'immigration irrégulière constitue l'une des principales préoccupations des pouvoirs publics et des citoyens des pays industrialisés. Les moyens sont nombreux pour détourner la loi : entrée illégale dans les pays de destination, mariages blancs, dépassement des séjours autorisés, interprétation abusive du droit d'asile. On connaît aussi la difficulté à renvoyer les candidats non désirés.

Aussi tout est fait pour accroître le contrôle des frontières. Le 26 octobre 2004, l'Union Européenne crée Frontex (agence européenne pour gérer les frontières extérieures de l'Union Européenne). Certes, plus ces contrôles sont renforcés, plus il est difficile et risqué pour les clandestins de les franchir. Cela se traduit par plus de morts et de souffrances parmi ceux qui cherchent désespérément un avenir meilleur. Même ceux qui réussissent à passer ne sont pas pour autant sortis d'affaire. Ils sont souvent arrêtés et renvoyés dans leur pays, quand ils ne finissent pas dans des centres de rétention.

« Nous ne pouvons ignorer les véritables problèmes politiques que pose l'émigration, comme nous ne pouvons non plus perdre de vue les formidables perspectives qu'offre celle-ci aux émigrants, aux pays qu'ils quittent et ceux où ils se rendent. » (Kofi Annan, ancien Secrétaire général de l'ONU)

Et pourtant !

Il faut reconnaître que les migrations venant des pays du Sud sont d'abord une conséquence de la surexploitation des écosystèmes et d'une main-d'œuvre pauvre, insuffisamment protégée et non organisée. Piller les ressources naturelles d'une population, abuser de sa faiblesse pour lui faire extraire des minerais, cultiver des denrées alimentaires à vil prix, c'est exercer contre elle une véritable violence économique.



Chez nous, miser essentiellement sur « la sécurité » favorise le travail au noir et la clandestinité. Et ces clandestins, dont la fragilité fait l'affaire des trafiquants, sont évidemment perçus comme une concurrence déloyale par les travailleurs européens les plus exposés. C'est pour cette raison que l'économie souterraine doit être régularisée, comme les travailleurs sans papiers, afin de ramener l'argent noir vers les cotisations sociales. Et alimenter ainsi la solidarité, plutôt que les peurs et la répression.

Car cela nous regarde tous ... L'Europe va perdre 66 millions d'actifs d'ici 40 ans. Et parce que sa population est vieillissante, elle ne pourra remédier à son déclin qu'en recourant à l'immigration.

C'est là une chance pour les populations des pays d'émigration, qui pourraient profiter de cette opportunité pour se développer et mieux se faire respecter. Enfin, parce que le métissage culturel est une richesse, les migrations doivent aussi être considérées comme une chance à saisir.

Quelles solutions ?

Si même le risque de mort ne dissuade pas les clandestins, comment agir ? La prison ? Ils s'en moquent. Le renvoi dans leur pays ? Ça coûte cher et ils reviennent. Surveiller les frontières, encore plus ? Coût trop élevé et impossible mission...

Alors que faire, nous gens du Nord ?



Il nous faut d'abord prendre davantage conscience des nombreuses difficultés que les migrants rencontrent au quotidien, bien qu'elles ne soient pas forcément les mêmes pour tous au même titre : une grande précarité au plan matériel (nourriture, entretien personnel, logement) et des difficultés d'accès aux soins ; peu et parfois pas du tout de travail, et un travail mal rémunéré ; l'attitude inamicale d'une

bonne partie de la population locale ; un sentiment d'abandon et d'isolement, du fait qu'ils sont des clandestins ; souvent l'abus de pouvoir de la part des forces de l'ordre ; des conditions de refoulement très dures, voire inhumaines. Et tout cela est encore plus lourd pour les femmes et les enfants.

Il est certain que la plupart des migrants préféreraient rester dans leur pays d'origine, parce qu'ils y ont leur famille, leur culture, leurs racines. Il est donc urgent d'aider au développement des droits humains, de la démocratie, du syndicalisme et de la protection de l'environnement dans les pays du Sud. Mais il est vrai que les Occidentaux doivent aussi aider à créer de l'emploi chez eux, en investissant dans l'industrie, le textile, l'agriculture, la pêche, l'élevage... Réduire la pauvreté en Afrique est le moyen le plus efficace pour lutter contre l'immigration clandestine.

Les États d'Afrique, pour leur part, doivent cesser d'agir comme dans les années de prospérité où l'Europe, en plein boom industriel et immobilier, avait besoin d'une main-d'œuvre africaine bon marché. Les temps ont changé, l'économie moderne emploie peu de travailleurs, et les syndicats européens eux-mêmes en sont les

premières victimes.

Pour conclure

On peut reprendre les paroles de la Ligue des Droits de l'Homme : « Migrer, quitter son pays, quel qu'en soit le motif, est toujours un choix douloureux, mais un choix dont le droit est inscrit dans la Déclaration universelle des Droits de l'Homme à l'article 13. Migrer est un choix personnel, aucune mesure étatique dans un monde où existe la liberté de circulation des marchandises, des services et des capitaux, ne pourra empêcher les personnes de circuler. S'il est légitime que les États contrôlent les entrées et les sorties à leurs frontières, il n'est pas légitime que les États considèrent les personnes qui se présentent à leurs frontières comme des criminels.



Les femmes et les hommes qui veulent venir en Europe ont le droit d'être accueillis, de faire valoir les raisons de leur venue. Faire croire aux citoyens européens que des mesures de contrôle aux frontières et bien au delà des frontières « protégeraient » l'Europe de l'immigration, que des morts en Méditerranée et ailleurs en seraient le prix à payer est un mythe dangereux, quand l'Union européenne évalue elle-même son solde migratoire à plus d'un million de personnes. »

Des hommes ont faim ; ils sont exploités. Rien ne les empêchera d'aller dans les pays où ils pensent qu'on ne connaît ni la faim ni l'arbitraire.

**Voix d'Afrique
d'après des sources variées**

